

A la une

RISK & INSURANCE

Affiliated with The Institutes

Global Insurance Growth Set to Slow to 2% in 2025 as US Tariffs Reshape Market Dynamics

11/07/2025

Rising geopolitical fragmentation threatens risk diversification while investment yields and demographics offer offsetting opportunities, according to Swiss Re.

Global insurance industry growth is decelerating significantly, with total premium growth forecast to slow to 2% in 2025 from 5.2% in 2024, as U.S. tariff policies and rising geopolitical fragmentation create new risks and reshape market dynamics, according to analysis by Swiss Re Institute.

While the insurance sector faces mounting challenges from trade disruptions and political uncertainty, rising investment yields and demographic shifts present offsetting opportunities, according to the report.

The global insurance industry confronts a dramatically altered landscape as both life and non-life sectors experience synchronized deceleration. Non-life insurance premium growth is expected to drop to 2.6% in 2025 from 4.7% in 2024, while life insurance premiums will grow just 1% compared to 6.1% last year.

U.S. tariffs represent the most immediate catalyst for change, directly impacting claims severity across multiple lines of business, according to Swiss Re.

Auto physical damage insurance faces the



Tunisie – BVMT : Quelles sociétés cotées affichent les meilleures performances ?

P.03

Tunisie : Le CMF et le CRNE concluent une convention pour renforcer la transparence financière

P.04

Maroc : Afma prendra le contrôle de Safe Assur pour se renforcer dans le courtage d'assurance

P.05

Somalie : les assureurs islamiques ont jusqu'au 6 décembre 2025 pour obtenir une licence d'exercice

P.05

Middle East: Shipping insurance premiums spike on fresh Houthi attacks in Red Sea

P.08

Mitigation measures can reduce malware risk by 50%–80%: CyberCube & Munich Re

P.10

greatest exposure, with repair costs for auto parts and vehicle replacements rising due to import tariffs.

Swiss Re forecasts U.S. auto repair and replacement costs will increase 3.8% in 2025, a sharp reversal from the 0.8% decrease previously projected.

P.09

SOMMAIRE

UBCI, STAR Assurances et BacTeksys
généralisent le paiement fractionné avec
FlexPay 03

Tunisie – BVMT : Quelles sociétés cotées
affichent les meilleures performances ? 03

Tunisie : Le CMF et le CRNE concluent
une convention pour renforcer la
transparence financière 04

Le Maroc centralise la structure de
l'assurance maladie 05

Maroc : Afma prendra le contrôle de Safe
Assur pour se renforcer dans le courtage
d'assurance 05

Mauritanie : vers la numérisation de la
protection sociale et du système de santé 06

Somalie : les assureurs islamiques ont
jusqu'au 6 décembre 2025 pour obtenir
une licence d'exercice 06

Kenyan insurers must disclose major
cybersecurity breaches within 24 hours,
regulator says 07

Saudi Arabia:Advisory council raises
proposals for improvements in
insurance sector 08

Middle East:Shipping insurance
premiums spike on fresh Houthi attacks
in Red Sea 08

Egypt:Insurance federation supports
issuance of digital fire insurance
policies 08

Reda Ahmed, nouveau CEO de Wethaq
Takaful Insurance Egypt 09

Global Insurance Growth Set to Slow to
%2 in 2025 as US Tariffs Reshape Market
Dynamics 09

Mitigation measures can reduce
malware risk by %80–%50: CyberCube
& Munich Re 10



UBCI, STAR Assurances et BacTeksys généralisent le paiement fractionné avec FlexPay

10/07/2025

Dans le cadre d'un partenariat stratégique, UBCI déploie désormais sa solution de paiement fractionné FlexPay à l'échelle nationale dans toutes les agences STAR Assurances. Cette avancée est rendue possible grâce à l'expertise technologique de la paytech tunisienne Bacteksys. Les assurés STAR peuvent ainsi régler leurs primes d'assurance directement sur TPE, en plusieurs mensualités.

Une solution 100 % locale au service des assurés Lancée initialement dans le commerce, FlexPay franchit une nouvelle étape en s'adaptant aux besoins du secteur assurantiel. Chaque agence STAR est désormais équipée d'un terminal de paiement permettant aux clients de fractionner leur règlement sans frais via un processus fluide, sécurisé et instantané.

Plus de flexibilité pour les clients STAR

Ce nouveau service permettra aux assurés de répartir le coût de leur prime sur plusieurs mois, leur offrant ainsi plus de souplesse dans la gestion de leur budget. Une réponse concrète aux enjeux de pouvoir d'achat, en particulier pour les clients sensibles aux dépenses saisonnières ou aux imprévus.

Une initiative en phase avec les priorités nationales

Fruit de l'innovation locale et du partenariat entre UBCI et Bacteksys, FlexPay s'inscrit pleinement dans l'orientation des autorités visant à remplacer l'usage du chèque dans les transactions de la vie courante. Cette solution moderne, sécurisée et accessible répond aux attentes des citoyens tout en soutenant la transition vers des paiements électroniques plus simples et plus responsables.

Entreprises Magazine

Tunisie – BVMT : Quelles sociétés cotées affichent les meilleures performances ?

15/07/2025

La Bourse des valeurs mobilières de Tunis (BVMT) vient de publier son rapport, intitulé « Études & Analyses – Évolution des résultats des sociétés cotées durant l'année 2024 », dressant un état des lieux actualisé de la performance financière des entreprises cotées.

La Bourse précise que 64 des 74 sociétés cotées ont rendu publics leurs états financiers. Les chiffres révèlent une progression significative du résultat global qui atteint 3 101 millions de dinars (MD), soit une hausse de 13,3 % par rapport à 2023, où le résultat s'élevait à 2 738 MD. Sur ces 64 sociétés, 46 ont vu leurs bénéfices croître.

Au terme de l'exercice 2024, les sociétés cotées à la Bourse de Tunis ont cumulé un résultat global de 3 101 millions de dinars (MD), contre 2 738 MD en 2023. Sur les 64 entreprises ayant publié leurs résultats, 46 ont affiché des bénéfices en hausse. Dix sociétés demeurent en attente de publication, dont TUNISAIR, ALKIMIA, SANIMED ou encore SIPHAT.

Le Tunindex20, qui regroupe les vingt plus importantes capitalisations de la place, reste le principal moteur de cette performance. À lui seul, il concentre 77,5 % des bénéfices globaux avec un total de 2 403 MD, en hausse de 10,7 % sur un an. Parmi ses composantes les plus performantes, citons notamment STB (+73,1 %), SAH Lilas (+72,8 %), Carthage Cement (+27,3 %), ou encore Poulina Group Holding (+25 %).

Des résultats tirés par la finance, l'agroalimentaire et la distribution

Le secteur financier demeure la colonne vertébrale de la cote, enregistrant une croissance globale de 9 % en 2024, atteignant près de 1 986 MD. Les banques y tiennent une place prépondérante, avec un résultat consolidé de 1 683 MD, soit une progression de 8,4 % par rapport à l'année précédente. Certaines enseignes affichent des hausses remarquables, à l'image de la BNA (+18,8 %), Amen Bank (+12,5 %), et BT (+9,4 %). À l'inverse, BH Bank (-50,3 %) et UIB (-42,5 %) signent des contre-performances notables.

Les sociétés de leasing ont enregistré une progression moyenne de 10,7 % et totalisent 116,6 MD de bénéfices. Celles de services financiers affichent également une progression de 13,8 %, avec en tête Tunisie Leasing et Factoring (+32,8 %), SPDIT-SICAF (+19,3 %) et TUNINVEST SICAR (+89 %).

Les compagnies d'assurance, quant à elles, affichent une croissance collective de 10 %, atteignant 151 MD. Astree (+27,8 %), STAR (+18,1 %) et Tunis Re (+15,2 %) se démarquent dans un secteur en voie de stabilisation.

Le secteur des biens de consommation a enregistré une hausse de 15,2 %, notamment grâce à la résilience de l'industrie agroalimentaire. Poulina Group Holding, Délice Holding et la SFBT ont contribué à ce dynamisme avec un bénéfice cumulé de 546 MD (+7,3 %). À noter les performances spectaculaires de Land'Or (+84,6 %) et SAH Lilas (+72,8 %).

Le segment des services aux consommateurs enregistre la meilleure croissance de l'année avec une envolée de 73,8 %. Dans ce sous-groupe, la grande distribution a réduit ses pertes de manière significative. Monoprix passe d'un déficit de 42 MD à seulement -3 MD, tandis que Magasin Général affiche une amélioration notable. Le secteur de la distribution automobile brille également avec ARTES (+56,8 %) et Ennaki (+13,4 %), propulsant le bénéfice global à 125 MD (+22,8 %).

Revers industriels et contrastes sectoriels

Malgré une majorité de secteurs dans le vert (huit sur neuf), certaines branches industrielles montrent des signes de faiblesse. Le secteur des biens et services industriels recule de 14,4 %, plombé par la contre-performance de One Tech Holding (-21,2 %) et SAM (-25,7 %). Dans la construction, si Carthage Cement tire son épingle du jeu (+27,3 %), Ciments de Bizerte et SIMPAR continuent d'accuser de lourdes pertes.

Le secteur des matériaux de base enregistre une croissance de 34,1 %, porté par les performances d'ICF (+193,1 %) et TPR (+16,8 %). Le secteur pétrolier reste stable avec une légère hausse de 2,7 %, tandis que la technologie rebondit avec Telnet Holding, qui passe d'un déficit à un bénéfice de 9,5 MD.

Le domaine de la santé progresse lui aussi avec UNIMED en chef de file (+23,3 %), tandis que SIPHAT n'a pas encore publié ses comptes.

Dividendes en hausse

49 sociétés ont procédé à une distribution de dividendes en 2025, contre 47 en 2024. Le montant global distribué atteint 1 568 MD, contre 1 383 MD l'année précédente.

Tunisie : Le CMF et le CRNE concluent une convention pour renforcer la transparence financière

16/07/2025

Une convention de coopération a été conclue, le 14 juillet 2025, entre le Conseil du Marché Financier (CMF) et le Centre National du Registre des Entreprises (CRNE), d'après un communiqué commun publié par ces deux institutions.

Cette convention vise à "établir un cadre opérationnel pour l'échange d'informations et de données, en vue de renforcer les exigences de diligence et les mécanismes de contrôle, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que de s'assurer de la conformité des entités soumises au contrôle du CMF aux dispositions de la loi relative au Registre National des Entreprises, en matière d'immatriculation et de mise à jour des données".

La convention prévoit, également, "l'organisation de sessions de formation au profit des cadres des deux institutions, afin de renforcer leurs compétences dans leurs domaines d'intervention respectifs".

Cette initiative s'inscrit dans "une approche collaborative visant à promouvoir la transparence financière et à garantir l'intégrité des opérations, tout en consolidant la confiance du public dans les fondamentaux du marché financier tunisien et en affirmant le rôle du Registre National des Entreprises en tant que source fiable et incontournable des données économiques et juridiques".

La convention a été signée au siège du CMF, par le Président du Collège du Conseil du Marché Financier Délégué, Hatem SMIRI et le Directeur Général du Centre National du Registre des Entreprises, Mohamed Adel CHOUARI, en présence de plusieurs cadres des deux institutions. Elle s'inscrit "dans le cadre du renforcement du partenariat entre les institutions nationales et de la consécration des principes de transparence et d'efficacité dans le contrôle du marché financier".

Maghreb



Le Maroc centralise la structure de l'assurance maladie

13/07/2025

Le Maroc a pris la décision de centraliser sa structure d'assurance maladie au sein d'une seule entité de gestion.

La Chambre des conseillers du Maroc a approuvé une réforme législative en profondeur du système national d'assurance maladie de base visant à améliorer la structure sanitaire du royaume marocain et à progresser vers une protection médicale et sociale pour tous les citoyens.

La nouvelle structure unifiée de gestion du système d'assurance maladie prend le contrôle total dans ce domaine et servira à renforcer la gouvernance en matière de protection sociale au niveau national, selon le ministère marocain de la Santé et de la Protection sociale.

La réforme permet également à l'autorité gestionnaire de financer des campagnes de prévention et de sensibilisation à la santé, en reliant la gestion des assurances à des initiatives de santé publique plus larges.

Le point central de la réforme est la centralisation de toutes les assurances de base en une seule structure, sous la supervision de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Cette nouvelle orientation du royaume marocain vise à éviter les inégalités et la fragmentation existantes dans le domaine de la couverture médicale de base, avec la ferme intention de garantir l'accès de tous les citoyens à la santé et à l'assurance maladie, en évitant toute inégalité dans un domaine aussi important que la santé de la population.

Le roi Mohammed VI a déjà donné des directives claires à cet égard pour un accès universel à la couverture médicale en matière d'assurance maladie de base, dont tous les citoyens marocains peuvent bénéficier.

La nouvelle structure profite aux secteurs les plus vulnérables et les moins favorisés dans ce domaine, tels que les étudiants et les jeunes adultes. Ainsi, la réforme supprime l'assurance étudiante indépendante, tout en protégeant les droits des bénéficiaires existants, et les jeunes adultes bénéficieront d'une couverture élargie, puisque la limite d'âge pour les personnes à charge passe de 26 à 30 ans. Ces jeunes pourront ainsi être couverts par l'assurance de leurs tuteurs légaux pendant

quatre années supplémentaires, ce qui constitue sans aucun doute un soulagement financier et une sécurité accrue pour cette catégorie de la population. En ce qui concerne le programme qui couvre les citoyens qui ne peuvent pas payer les cotisations de sécurité sociale pour l'assurance maladie, la nouvelle législation apporte également des nouveautés, en clarifiant les conditions d'accès au programme dit « AMO Tadamon ».

Le projet de loi maintient les protections pour les employés du secteur public et leurs familles tout en établissant des voies plus claires pour que les populations vulnérables aient accès aux soins médicaux.

Pendant la transition vers le nouveau modèle, la prise en charge des assurances médicales et leurs couvertures sont garanties, comme il ne pouvait en être autrement. La réforme permet également à l'autorité centrale de gestion de financer des campagnes de prévention et de sensibilisation à la santé, en reliant la gestion des assurances à des initiatives de santé publique plus larges.

agence ecofin

Maroc : Afma prendra le contrôle de Safe Assur pour se renforcer dans le courtage d'assurance

11/07/2025

Le Conseil de la concurrence du Maroc a été saisi d'une opération de rachat portant sur les 49 % de parts restantes de Safe Assur par Afma SA. Cette prise de contrôle vise à consolider l'activité d'Afma sur le marché du courtage en assurance.

Afma SA, une entreprise marocaine active dans le courtage en assurance et réassurance, veut acquérir les 49 % de parts qu'elle ne détenait pas encore dans le capital de Safe Assur, une autre société marocaine opérant dans le même secteur.

Une fois l'opération finalisée, Afma deviendra l'unique propriétaire de Safe Assur, avec 100 % de son capital et de ses droits de vote. L'information a été publiée le jeudi 10 juillet 2025 par le Conseil de la concurrence du Maroc. Ce rachat, dont le montant n'a pas été communiqué, constitue une prise de contrôle exclusive d'une entreprise concurrente.

Grâce à cette opération, Afma SA augmentera sa taille, son portefeuille de clients et son influence dans le secteur du courtage d'assurance au Maroc. Elle pourra proposer des services plus intégrés, optimiser ses coûts en mutualisant les ressources, et améliorer son pouvoir de négociation.

Mauritanie : vers la numérisation de la protection sociale et du système de santé

16/07/2025

La digitalisation des services de protection sociale transforme l'accès aux soins, améliorant la qualité, la transparence et l'inclusion. En modernisant les outils numériques, les systèmes sociaux deviennent plus efficaces, accessibles et mieux adaptés aux besoins des populations vulnérables.

La Caisse Nationale de Solidarité en Santé (CNASS), régime d'assurance maladie volontaire à vocation sociale en Mauritanie, a annoncé le mardi 15 juillet la signature d'une convention de coopération avec l'Agence Numérique de l'État (AN-ETAT). L'initiative marque le début d'un partenariat en faveur de la transformation numérique du système de protection sociale du pays.

Selon le communiqué de la CNASS, la convention vise plusieurs objectifs concrets, parmi lesquels le renforcement et la sécurisation de son infrastructure numérique, l'adoption de solutions modernes pour améliorer l'accès et la qualité des services, ainsi que le partage d'expertises technologiques entre les deux institutions. L'objectif commun est d'assurer une inclusion numérique renforcée, notamment en intégrant les populations peu familiarisées avec les outils digitaux.

Cette collaboration s'inscrit dans un contexte national de transformation accélérée des services publics. Pour la CNASS, elle s'intègre pleinement dans sa future stratégie de numérisation 2025-2030, actuellement en cours d'élaboration. Cette stratégie vise à améliorer la qualité des services rendus, renforcer la coordination avec les prestataires de soins, assurer une meilleure traçabilité des prestations et répondre plus efficacement aux besoins des populations vulnérables.

En Mauritanie, la CNASS constitue un levier central de la politique de protection sociale, en particulier pour l'extension de la couverture santé aux travailleurs du secteur informel. En s'alliant à l'Agence Numérique de l'État, l'organe opérationnel chargé de déployer la politique nationale de numérisation, elle franchit une nouvelle étape vers une gestion plus efficiente, transparente et interconnectée.

Somalie : les assureurs islamiques ont jusqu'au 6 décembre 2025 pour obtenir une licence d'exercice

16/07/2025

Cette mesure vise à encadrer un secteur en forte croissance mais encore peu structuré. Elle fait suite à une mesure similaire d'agrément ciblant les sociétés d'assurance islamique (takaful).

En Somalie, les institutions de microfinance doivent désormais obtenir une licence auprès de la Banque centrale pour continuer à exercer. Cette décision a été annoncée le mardi 15 juillet 2025.

Les structures opérant dans le pays ont été invitées à soumettre une demande d'agrément dans les six mois suivant l'entrée en vigueur le 6 juin 2025 de cette nouvelle réglementation. Elles ont donc jusqu'au 6 décembre 2025 pour déposer leur demande d'agrément. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la promulgation en mai 2025 de la loi révisée sur les institutions financières, complétée par un règlement spécifique approuvé par le Conseil d'administration de la Banque centrale de Somalie (CBS).

Pour être éligibles à cette licence, ces institutions devront répondre à plusieurs exigences : disposer d'une structure de gouvernance claire, respecter des exigences en fonds propres (capital minimal), limiter leurs activités aux services autorisés et assurer une transparence accrue avec des rapports d'activité transmis régulièrement à la CBS. Celle-ci estime que cette nouvelle régulation permettra de renforcer la confiance du public, d'améliorer la transparence du secteur, et de favoriser l'accès à des financements pour les institutions conformes.

Vers une régulation plus large du secteur financier

Cette réforme du secteur de la microfinance fait partie d'une stratégie plus large de la Banque, qui vise à renforcer la surveillance du système financier. En parallèle, la CBS a aussi lancé un processus d'agrément pour les sociétés d'assurance islamique (takaful), également tenues d'obtenir une licence dans un délai de six mois. Ces réformes visent donc à encadrer des secteurs longtemps restés en dehors de toute régulation formelle. Le but est d'aligner le système financier somalien sur les normes internationales, tout en respectant les spécificités locales.

Kenyan insurers must disclose major cybersecurity breaches within 24 hours, regulator says

14/07/2025

Amid growing concerns over data breaches and digital vulnerabilities, insurers have been instructed to report major cybersecurity incidents to the Insurance Regulatory Authority (IRA) within 24 hours.

The directive is part of new compliance rules designed to bolster digital risk management.

According to the IRA, the move is intended to improve accountability and oversight across the sector as more insurers embrace technology-driven operations.

A newly issued guidance note on cybersecurity highlights the rising risk of cyber threats and data breaches, driven by the industry's increasing reliance on digital platforms for customer onboarding and claims processing.

The document outlines minimum standards for managing cybersecurity risks and requires all insurers to establish formal cybersecurity strategies, policies, and procedures. These frameworks must be approved by company boards and the IRA.

"All licensed insurers and reinsurers are required to familiarise themselves with the contents of the guidance note and ensure full and timely implementation," IRA CEO Godfrey Kiptum said in a circular accompanying the guidelines.

Insurers are now required to report all material cybersecurity incidents to the regulator within 24 hours of either confirming or substantively detecting the breach, whichever occurs first.

Reportable incidents

According to the IRA, reportable incidents include significant disruptions to critical systems, services, or platforms; unauthorised access to or loss of sensitive customer data; and financial losses affecting the insurer, its clients, or third parties.

The guidance further mandates insurers to regularly review and update their cybersecurity policies, at least annually, or whenever there are major changes in ICT infrastructure, the threat environment, or legal requirements. Companies must also continuously monitor cyber incidents and submit quarterly reports to the IRA within 15 days of each quarter's end.

The IRA said the directive is intended to improve visibility into cyber breaches across the insurance sector.

"Cyber incidents in the industry can significantly affect policyholders through compromise of personal and financial data, disruption of claims processing, denial of service, or erosion of trust," reads the guidance note.

Responsibility

A key shift under the new rules is the assignment of cybersecurity accountability to top leadership.

According to the IRA, boards of directors and senior management now hold ultimate responsibility for overseeing cybersecurity frameworks, marking a departure from the traditional IT department-focused approach.

"The ultimate responsibility for an insurer's cybersecurity framework rests with the Board of Directors and senior management," the note states.

To strengthen governance, the guidance recommends that insurer boards include at least one member with expertise in cybersecurity to improve oversight and decision-making.

Insurers are also required to enhance company-wide security awareness through measures such as regular staff training, phishing simulations, and secure backup protocols.

The IRA further highlights emerging risks related to artificial intelligence and third-party service providers, acknowledging that such trends have expanded insurers' exposure to cyber threats.

The regulator maintained that the guidance positions cybersecurity as a company-wide responsibility, urging insurers to adopt proactive measures to protect sensitive data and critical systems amid a rapidly evolving digital landscape.

Saudi Arabia: Advisory council raises proposals for improvements in insurance sector

16 /07/2025

The Consultative Assembly of Saudi Arabia is requesting the Insurance Authority (IA) to study the possibility of amending the system for filing insurance claims for minor accidents, allowing drivers to submit them directly to insurers.

The move would allow submissions to be made without the need for an intermediary, in line with leading international practices, reported the newspaper Al Watan.

At the same time, the consultative assembly, which is also called the Shura Council, urged the IA to coordinate with the Council of Health Insurance to expedite the transfer of the digital platform, the National Platform for Health and Insurance Exchange Services (Nphies), to the insurance regulator. Nphies facilitates the exchange of health and insurance information among healthcare providers and insurance companies.

In March 2024, the Insurance Authority announced the transfer of health insurance responsibilities from the Council of Health Insurance to the Authority, as the sole agency responsible for regulating, supervising, and controlling the insurance sector in the Kingdom.

The Shura Council also proposed that the IA coordinate with relevant authorities to:

- develop the necessary tools and methods to address waste, fraud, and abuse of health insurance
- study the challenges and risks facing the sustainability of insurance companies
- propose solutions, enablers, and incentives, and work to build partnerships and sign agreements with local and international universities to launch specialised academic and professional programmes
- review reinsurance policies periodically to enhance local content and ensure the efficiency and competitiveness of the Saudi insurance market.

Middle East: Shipping insurance premiums spike on fresh Houthi attacks in Red Sea

14 /07/2025

The insurance cost of shipping goods through the Red Sea has more than doubled in recent days after Yemen's Houthis attacked and sank two ships, killing at least four seafarers after months of calm, Reuters has reported, citing industry sources.

War risk premiums have risen to around 0.7% of the value of a ship, sources familiar with the matter said. The premiums were around 0.3% before the Houthis' attacks last week on two cargo ships in the Red Sea. Some underwriters paused coverage for some voyages.

A Houthi attack on the Greek ship Eternity C on 9 July killed four of the 25 people aboard, maritime officials said. The attack followed the sinking of another Greek-operated vessel on 7 July, for which the Houthis claimed responsibility.

The Houthis attacked more than 100 ships from November 2023 to December 2024 in what the Iran-aligned group said was in solidarity with Palestinians in the Gaza war. In May, the US announced a deal to stop bombing the Houthis in return for an end to shipping attacks, though the Houthis said the deal did not include sparing Israel. Insurance industry sources said underwriters would try to avoid covering any vessel with links to Israel, even if indirect.

Egypt: Insurance federation supports issuance of digital fire insurance policies

16 /07/2025

The Insurers Federation of Egypt (IFE) has recommended supporting the digitalisation of fire insurance policies to facilitate access to insurance coverage, especially in remote areas.

In its weekly newsletter released on 13 July 2025, the Federation also highlighted the need to cooperate with government and regulatory agencies to

promote a culture of preventative safety and implement civil protection standards to mitigate the causes of fires. It also highlighted the need to encourage the distribution of microinsurance products to low-income individuals and small business owners against the risk of fire.

The Federation says that increasing citizens' insurance awareness of the types of coverage offered by fire insurance companies and updating insurance policies to keep pace with emerging risks are essential for expanding the fire insurance customer base, especially in light of the increasing disasters resulting from climate change, the misuse of energy resources, and uncontrolled urban expansion.

High temperatures

The industry body has also reviewed the impact of high temperatures on insurance claims and property insurance, particularly agricultural insurance.

The IFE explains in the newsletter that high temperatures lead to direct and indirect damage to property insurance, potentially increasing the likelihood of power outages due to the overloading of power grids. Also present is the risk of forest fires, resulting from drought and high temperatures, causing direct damage to buildings and facilities.

According to the bulletin, «Extreme heat waves directly damage crops and livestock, causing crops to wilt and be damaged due to drought and high temperatures, reducing land productivity and declining crop quality, threatening food security and prompting farmers to file insurance claims to cover losses. Livestock also die or develop diseases resulting from heat stress or water shortages, leading to increased claims for livestock insurance.»

The development and complexity of economic life, the emergence of modern technology in industries, the increase in the volume and diversity of trade, and the development of transportation have all led to an increase in the importance of this type of insurance. The emergence of large industrial and commercial establishments, with high financial values, has also contributed to the escalation of fears of the huge losses that may result from the outbreak of fires. These losses are not limited to asset owners but may extend to affect the overall economy.



Reda Ahmed, nouveau CEO de Wethaq Takaful Insurance Egypt

11/07/2025

Reda Ahmed intègre Wethaq Takaful Insurance Egypt en qualité de directeur général (CEO).

Il bénéficie d'une expérience professionnelle de plus de 30 ans dans le secteur de l'assurance période durant laquelle il a exercé des fonctions de responsabilité au sein de plusieurs sociétés dont GIG (Koweït), Malath Insurance (Arabie Saoudite) et Mohandes Life Insurance (Egypte).

R. Ahmed est également consultant en assurance auprès de l'autorité égyptienne de régulation financière (FRA).

Internationale



Global Insurance Growth Set to Slow to %2 in 2025 as US Tariffs Reshape Market Dynamics

11/07/2025

Rising geopolitical fragmentation threatens risk diversification while investment yields and demographics offer offsetting opportunities, according to Swiss Re.

Global insurance industry growth is decelerating significantly, with total premium growth forecast to slow to 2% in 2025 from 5.2% in 2024, as U.S. tariff policies and rising geopolitical fragmentation create new risks and reshape market dynamics, according to analysis by Swiss Re Institute.

While the insurance sector faces mounting challenges from trade disruptions and political uncertainty, rising investment yields and demographic shifts present offsetting opportunities, according to the report.

The global insurance industry confronts a

dramatically altered landscape as both life and non-life sectors experience synchronized deceleration. Non-life insurance premium growth is expected to drop to 2.6% in 2025 from 4.7% in 2024, while life insurance premiums will grow just 1% compared to 6.1% last year.

U.S. tariffs represent the most immediate catalyst for change, directly impacting claims severity across multiple lines of business, according to Swiss Re. Auto physical damage insurance faces the greatest exposure, with repair costs for auto parts and vehicle replacements rising due to import tariffs.

Swiss Re forecasts U.S. auto repair and replacement costs will increase 3.8% in 2025, a sharp reversal from the 0.8% decrease previously projected. Construction-related claims costs are similarly affected, with U.S. construction costs now expected to rise 3.6% versus the earlier forecast of 2.5%.

The timing amplifies these pressures, as tariff-driven inflation peaks during the Atlantic hurricane season, potentially magnifying post-catastrophe repair costs, according to the report.

Other specialty lines including marine, aviation, and trade credit insurance face reduced demand as global trade volumes contract, the report noted.

Rate dynamics across markets reflect these underlying pressures unevenly, Swiss Re said. While personal lines insurers experience intensifying competition following recent profitability restoration, commercial property insurance rates are softening globally.

U.S. commercial property rates fell 9% in the first quarter of 2025, while continental European rates declined 1%. However, U.S. casualty insurance lines maintain firmer pricing, with rates up 8% due to persistent social inflation concerns, the report noted.

Fragmentation Threatens Core Industry Functions

The shift toward economic and political fragmentation poses fundamental challenges to insurance industry operations, particularly the global risk diversification that enables coverage of catastrophic events. This fragmentation could restrict cross-border capital flows essential for reinsurance markets and limit the insurance industry's capacity to absorb peak risks, according to Swiss Re.

Historical data illustrates this vulnerability: after the 2005 U.S. hurricane season, 12% of U.S. insurers received reinsurance payments equal to 100% of their equity, with 23% receiving payments exceeding

one-third of equity. Such risk transfer depends on global capital mobility that fragmentation could curtail, the report said.

The protection gap implications are substantial. Swiss Re Institute estimates the global protection gap reached \$1.83 trillion in premium equivalent terms in 2023, with more than 40% of crop, health, mortality and natural catastrophe exposures remaining unprotected.

Fragmentation threatens to widen these gaps further as reduced international cooperation limits the availability and affordability of insurance coverage, Swiss Re said.

Demographic trends, however, create significant opportunities for insurers, particularly in life insurance markets. The emerging "silver economy" presents new prospects as the global population over age 65 reaches 1 billion by 2050. Swiss Re Institute projects global life premiums will reach \$5.1 trillion by 2035, with demographic shifts supporting average annual growth of 2.5% over the next decade.

Investment conditions provide another bright spot for insurers. Rising reinvestment yields continue supporting profitability across both life and non-life insurance sectors. Property and casualty insurers should see return on equity stabilize around 9.7% through 2027, while life insurers benefit from structurally higher interest rates feeding into asset portfolios over the next 2-3 years.



Mitigation measures can reduce malware risk by %80-%50: CyberCube & Munich Re

15/07/2025

Patch management, network segmentation, and data backups can reduce the likelihood and financial impact of widespread malware attacks by 50% to 80% when effectively implemented, according to a joint study by CyberCube and Munich Re.

cyber-attack-hackerThe two firms have published key findings from a study on severe cyber accumulation events and how effective mitigation measures can improve organisational resilience to systemic events.

The survey gathered insights from 93 seasoned cybersecurity professionals.

Most respondents believe a severe malware event could infect a quarter of all systems globally, though only 15% of those may be fully compromised. Experts do not anticipate a scenario in which more than half of global systems are completely compromised.

The study identified patch management, network segmentation, and data backups as the most effective mitigations against widespread malware attacks.

On cloud risk, experts expect broad cloud outages to last from several hours to days, with outages beyond 72 hours considered unlikely but not impossible.

Findings show that most industries have at least a medium level of dependency on cloud services, with business-critical operations becoming increasingly reliant on them. This reliance generally decreases as company size increases.

Respondents estimated that a one-day outage of their most critical Cloud Service Provider (CSP) could result in financial losses of around 1% of annual revenue. The impact varies depending on company size, sector, and contingency planning.

The most effective mitigation against cloud outages is establishing a multi-region architecture with the CSPs used for critical applications. The study noted that having multiple CSPs was not found to be effective; the option to transfer service from one CSP to another during an outage was seen as unfeasible.

Experts also noted that emerging technologies are influencing the threat landscape at roughly the same pace they are being adopted into cybersecurity practices.

In the near term, Industrial and Consumer IoT devices are seen as the greatest concern. Large Language Models (LLMs) are already having an impact, while Artificial General Intelligence (AGI) is expected to become a greater issue in five or more years.

Jon Laux, Vice President of Analytics at CyberCube, said, "By sharing the findings of our study on systemic cyber risks, we aim to provide a more nuanced view of how systemic cyber events might unfold and the factors that drive wide variation in risk exposure across firms."

Stephan Brunner, Senior Cyber Actuary at Munich Re, added, "Our ambition is to improve the understanding of possible extreme malware and cloud events alongside the effectiveness of mitigation measures by sharing the insights of our study. In collaboration, Munich Re aims to further

strengthen expertise on systemic cyber risks and advance cyber accumulation modelling."